ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

environnement

Question au Gouvernement n° 525

Texte de la question

TROISIÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU

M. le président. La parole est à M. Frédéric Reiss, pour le groupe UMP.

M. Frédéric Reiss. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'écologie et du développement durable.

« Notre maison brûle, et nous regardons ailleurs. »

M. François Hollande. Il parle du Gouvernement ! Il a raison !

M. Frédéric Reiss. « L'humanité souffre. Il est temps d'ouvrir les yeux. »

Ces trois petites phrases sont extraites du discours de Jacques Chirac devant l'assemblée plénière du sommet mondial du développement durable du 2 septembre 2002 à Johannesburg. La France, par la voix du Président de la République, s'est alors engagée à faire progresser la communauté internationale vers le développement durable, mais aussi à lutter résolument contre la pauvreté dans le monde.

Dans ce domaine, nous savons tous le rôle primordial de l'alimentation en eau, car l'eau, c'est la vie.

Parmi les objectifs adoptés, qui confirment ceux du sommet du millénaire en 2000 à l'ONU, figure celui de réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement. D'après les estimations, plus d'un milliard de personnes sont concernées.

Le troisième forum mondial de l'eau, qui s'est tenu il y a quelques jours à Kyoto, revêtait donc une importance particulière. Six mois après le sommet de Johannesburg, il importait de faire le point avec tous ceux qui ont une responsabilité particulière dans le domaine de l'eau. Il s'agissait de montrer que la communauté internationale, les Etats, mais aussi les collectivités territoriales, les entreprises, ou encore les ONG...

M. Maxime Gremetz. Et les multinationales ?

M. Frédéric Reiss. ... restaient mobilisés autour d'objectifs concrets.

Notre pays, par son expérience, par la qualité reconnue de ses savoir-faire dans la gestion des services liés à l'eau, a un rôle essentiel à jouer dans la coordination des efforts et la promotion de solutions durables qui soient à la mesure des enjeux.

M. Maxime Gremetz. La question prend l'eau !

M. Frédéric Reiss. Madame la ministre, quel bilan tirez-vous du forum de Kyoto ?

M. Jean-Pierre Brard. Mouillé !

M. le président. Monsieur Reiss, pouvez-vous poser votre question ?

M. Frédéric Reiss. Nul ne doute de l'ampleur des difficultés à surmonter ni de l'urgence des réponses à apporter. Dans ce contexte, permettez-moi de vous le demander franchement, le forum de Kyoto n'a-t-il été qu'une nouvelle réunion internationale sans portée concrète, ou considérez-vous qu'il a permis quelques progrès ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs*

du groupe Union pour la démocratie française.)
M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie et du développement durable.
Plusieurs députés du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. Allô ! allô !
M. le président. Ce n'est pas « allô ! », c'est l'eau ! *(Rires.)*
Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre de l'écologie et du développement durable.* Monsieur le député Frédéric Reiss, mon collègue Pierre-André Wiltzer et moi-même avons participé aux travaux du troisième forum mondial de l'eau à Kyoto dans une ambiance internationale particulièrement lourde...
Un député du groupe socialiste. C'est l'eau lourde !
Mme la ministre de l'écologie et du développement durable. ... et peu propice à la conclusion de négociations. Les conclusions du forum de Kyoto sont-elles à la hauteur des problèmes qui se posent et des attentes de la France ? Non. Avons-nous néanmoins pu obtenir des avancées substantielles dans les domaines prioritaires pour notre pays ? Oui.
Pour ce qui est de la question financière, la commission Camdessus a achevé ses travaux et tracé des pistes fort sérieuses qui seront réexaminées lors de la réunion des institutions financières à Washington le 13 avril, avant que les conclusions n'en soient tirées au sommet du G8 à Evian.
Pour la bonne gouvernance, nous avions, à Johannesburg, proposé une charte des bonnes pratiques qui a été examinée au niveau européen, et doit encore l'être au niveau international.
Vous savez que la France milite, par ailleurs, pour une gestion rationnelle des ressources et de la demande en eau, qu'elle préconise en particulier des économies en matière d'agriculture, au vu des expériences réussies qu'elle a menées en Méditerranée.
Dans le domaine de la gestion internationale des fleuves frontaliers, nous n'avions pas obtenu de résultats à Johannesburg. Cette gestion a été actée à Kyoto.
J'ai proposé un observatoire de suivi des objectifs du millénaire. Cette préconisation a été accueillie avec intérêt par les Etats et par les organisations non gouvernementales.
Enfin, à la suite des crues catastrophiques, nous avons créé un réseau européen de prévention des crues qui va devenir international.
Vous le voyez, si les résultats sont fragmentaires, ils sont néanmoins intéressants. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : M. Frédéric Reiss
Circonscription : Bas-Rhin (8e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 525
Rubrique : Relations internationales
Ministère interrogé : écologie
Ministère attributaire : écologie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 3 avril 2003
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 avril 2003